

"Ecommony"

La production collaborative dans les approches alternatives économiques à potentiel universel

Friederike Habermann

Titulaire d'un doctorat de l'université libre de Berlin avec une thèse sur l'homo oeconomicus, F. Habermann s'interroge sur la place et le rôle du Commun dans l'organisation de la production et des échanges au sein des grands pays industrialisés. Pour elle, le Commun s'affirme comme une alternative crédible aux grandes catégories philosophiques au fondement de l'économie de marché : la propriété privée, la concurrence, l'intérêt et le gain. Cette alternative, fondée sur l'usage, le partage, la contribution et la coopération dessine les contours d'une "Ecommony" dont il reste à préciser les bases institutionnelles. L'écommony repose sur une structure de mise en commun. Le capitalisme repose sur une structure de mise en concurrence.

Mâître de conférence, on m'a informée, une fois encore, qu'une étudiante irait chercher le résultat de son examen plus tard "en raison d'une absence de longue durée pour cause de maladie". Cela me fait penser à un communiqué de presse allemande de la *Techniker Krankenkasse* (NdT : Assurance maladie allemande des techniciens et des ingénieurs) de 2009 : on a diagnostiqué des problèmes psychologiques chez presque un tiers des étudiants. En 2010, le diagnostic "épisode dépressif" en Allemagne a été, pour la première fois, la première cause d'absentéisme – dans le monde entier aussi. Ainsi l'*Organisation Mondiale de la Santé* a évalué que la dépression deviendrait en 2020 la deuxième raison des journées de travail perdues pour cause de maladie. Les raisons peuvent aussi bien être le surmenage qu'une moindre charge de travail. Alors que certains souffrent d'un manque de travail rémunéré (de chômage), d'autres souffrent d'un excès de travail. Dans les deux cas, les gens regrettent l'absence de temps libre, de loisirs, d'un manque de sens de leur activité ou d'une intégration sociale insuffisante. Pour obtenir un certain niveau de bien-être matériel ainsi que la reconnaissance de la société, la diversité de nos aptitudes est ramenée à un argument de compétitivité pure ou est prise en compte sous un angle strictement utilitariste.

Happyness paradox et croissance endogène négative

Le professeur d'économie italien Stefano Bartolini (2010) parle de *happyness paradox* (*paradoxe du bonheur*) comme paradoxe de la culture moderne, pour exprimer l'idée selon laquelle les effets positifs de la prospérité à travers l'amélioration de la situation économique avec le temps sont surcompensés par les conséquences négatives sur les rapports entre les hommes. Grâce à un examen approfondi de données des États-Unis, de 1975 à 2004, il conclut que l'économie américaine aurait dû croître à un rythme de 10 % par an pour faire cesser les effets négatifs provoqués par la croissance. Les résultats témoigneraient de vies emprisonnées dans des cercles vicieux, de personnes qui se jettent dans le salariat pour atteindre leur but matériel, mais qui voient à cause de cela leurs rapports avec les autres s'appauvrir, et qui pourtant s'enferment plus encore dans le salariat, etc. Un piège autant individuel que sociétal.

Bartolini appelle l'ensemble de ces effets et ceux qui y ressemblent, la *croissance négative endogène* (*Negative Endogenous Growth*) : une croissance qui est produite uniquement par le fait que les gens essaient de compenser les effets négatifs de la croissance.

La croissance serait non seulement la cause mais encore la conséquence d'un *déclin relationnel* (*relational decay*). En fait, cela est stimulé dans une large mesure par une aspiration à la possession de *biens positionnels* (*positional goods*), exprimant la volonté d'avoir plus que les autres, tandis que la publicité nous amène constamment à avoir peur de ne plus faire partie de la société de consommation, d'être des perdants. Or ce monde dans lequel le silence, l'air pur, la plongée dans une mer claire ou une promenade au vert dans des espaces clos sont limités, est un monde qui brûle des ressources considérables uniquement pour échapper à un environnement indigne d'être vécu. Un monde dans lequel il devient de moins en moins possible, à cause de l'augmentation de la circulation et de la privatisation des espaces, de passer son temps libre à l'extérieur, dans sa propre ville. Tandis que les personnes disposant de revenus élevés peuvent aspirer à l'évasion, au prix de loisirs onéreux, il ne reste aux autres qu'à être condamnés à regarder la télévision. Tout cela représente des cercles vicieux de la croissance endogène négative dont la conséquence est l'importance croissante du privé et la pénurie toujours plus importante *de ce qui est commun* (*of that which is common*), à savoir les relations et l'environnement. Ainsi l'image traditionnelle de la croissance économique n'est qu'une face de la médaille : celle, éclatante, selon laquelle les biens de luxe d'une génération deviennent des biens standards de la suivante, puis un besoin fondamental pour celle qui suit. Mais il existe aussi la face sombre : les biens disponibles gratuitement pour une génération deviennent limités et chers pour la suivante, et des biens de luxe pour celle qui suit.

Wolfgang Hoeschele, économiste qui enseigne aux États-Unis, parle dans ce sens précis d'*Institutions Générant la Rareté* (*Scarcity Generating Institutions*) (2011). Ainsi un dollar américain peut valoir moins

que rien : alors qu'on attire volontiers l'attention sur le fait qu'aujourd'hui de plus en plus de gens disposent de plus d'un dollar par jour pour vivre, on néglige le fait que dans le sud du globe les bases de la production de subsistance sont détruites en permanence par la privatisation ou la pollution des eaux et des surfaces accessibles, que ce soit comme surfaces d'habitation – pour collecter du bois de chauffage, des plantes médicinales ou des baies – ou encore pour boire, laver et pêcher.

Le cas des terrains communaux au Moyen-Âge était similaire. Autrefois, les propriétés rurales toutes entières appartenaient aux communautés villageoises ; la propriété privée des terres était rare. Les seigneurs se sont appropriés au début des temps modernes ces surfaces, ce qui a conduit, par la séparation de l'homme de ses moyens de subsistance, à la naissance du prolétariat industriel.

Cette appropriation des "communs" n'est pas encore terminée, et ce que l'on désigne comme appartenant aux communs est souvent une question d'interprétation. Cela vaut pour les "communs naturels" : nous trouvons encore largement normal de pouvoir nous baigner librement dans un cours d'eau, mais dans le Brandebourg, par exemple, la privatisation menace les lacs comme cela s'est déjà passé pour le lac de Wandlitz. Résultat : l'accès à l'eau peut y être obstrué avec une clôture par les investisseurs institutionnels ; les propriétaires des petits ponts donnant accès au lac (passerelles) doivent désormais payer une taxe de bail ; une commune doit payer 50 000 euros par an aux propriétaires pour une plage avec toboggans.

Pour autant, nous trouvons normale la prise de possession privée des communs : Ray Anderson, dirigeant d'*Interface*, le plus grand fabricant au monde de moquettes, explique dans le film *The Corporation* comment il a été horrifié quand il a compris

"just how much stuff the earth has to produce to our extraction process to produce a dollar of revenue for our company" ("en quelle quantité la terre doit produire de la matière pour que nous puissions obtenir un seul dollar de revenu pour notre entreprise"). De même, le brevetage de la biodiversité constitue une appropriation des communs par l'économie privée, tout comme les "sanctions" de citoyens pour l'utilisation de variétés traditionnelles de riz, de pommes de terre, de plantes médicinales, ou encore les taxes exigibles lorsque l'on chante certains chants de Noël ou d'anniversaire dans les jardins d'enfants, voire sur *YouTube*. Et la liste pourrait être facilement prolongée.

Mais en comparaison avec la révolution industrielle, tout cela n'est que futilités. Jeremy Rifkin, président de la fondation *Economic Trends*, écrit dans son livre *Access* (2000) que l'accès deviendra la pierre angulaire en matière de justice commerciale ; car, avec des biens matériels suffisants en circulation, l'exclusion n'a plus aucun sens. Ainsi nous serions en pleine transition, entre révolution industrielle et "révolution collaborative", c'est-à-dire vers la "révolution du commun" ; et celle-ci serait un des grands tournants dans l'histoire de l'humanité.

C'est particulièrement clair dans le domaine des "communs immatériels" : "*Qui connaît Tim Berners-Lee ?*", demande volontiers l'experte allemande en communs, Silke Helfrich. En règle générale personne. "*Qui connaît Bill Gates ?*". En général tout le monde. La différence ? Bill Gates a privatisé le logiciel *Microsoft* – développé avec d'autres – tandis que Tim Berners-Lee a mis le *World Wide Web* à disposition de tous, complètement gratuitement. S'il ne l'avait pas fait, notre monde serait aujourd'hui tout autre. Car les *Institutions Génératrices de la Rareté* appauvrissent. Elles nous rendent dépendants (non libres). Elles nous contraignent à un projet de vie précis.

C'est encore Stefano Bartolini qui pointe le fait que la mise en concurrence est seule source de motivation d'action pour les gens. Il repère ainsi l'un des fondements du manque de responsabilité de notre société vis à vis de son futur. Ainsi, alors que la plupart des gens en Occident devraient dépendre leur vie comme empreinte de liberté, ils semblent plutôt ressentir de fortes pressions et contraintes. L'écueil le plus amer et décevant de l'opulence économique serait donc de casser la promesse moderne de liberté.

Dans ce contexte, la discussion autour du commun et des communs est plus qu'intéressante : "*Bienvenue dans l'année zéro !*", écrivent Michael Hardt et Toni Negri dans leur livre *Common Wealth* (2010), dans lequel ils exposent leur conception communiste et euphorique de ce que Rifkin qualifiait déjà de "Révolution collaborative". Selon eux, les formes actuelles de la production et de l'accumulation capitalistes ont facilité une expansion du commun en même temps qu'ils en ont eu besoin, car la création de valeurs économiques n'est possible que sur le fondement de l'appropriation sociale du commun par des formes de réseaux horizontales.

Dans ce cadre, le mode de gestion capitaliste est de plus en plus vécu uniquement comme une contrainte, et chaque tentative d'organisation externe dérange : la multitude produit avec efficacité, et développe de nouvelles forces productives, uniquement si elle peut le faire de manière autonome, selon ses propres mécanismes de coopération et de communication. D'ailleurs dernièrement, le consortium *IBM* a rendu public le fait que ses employés seraient dorénavant principalement choisis en fonction de ses projets, dans une *nébuleuse mondiale de talents (talent cloud)*. Bien sûr cela ne concerne que ceux qui répondent parfaitement à une évaluation anonyme et automatisée mise en ligne comme une évaluation des commerçants sur *eBay*.

S'il s'agit là d'un mode de gestion des ressources humaines qui ne risque pas de faire baisser le taux de dépression des salariés, du point de vue du mode de production, cela ressemble beaucoup au mode de production du logiciel libre.

L'argument habituellement mis en avant ici, est qu'une concurrence coopérative ne serait efficace que pour les "communs immatériels". Ainsi les dictionnaires *The British Encyclopaedia* (dont les versions imprimées ont cessées d'être éditées) deviendraient victimes de projets coopératifs comme *Wikipédia*. En revanche, ces modèles coopératifs ne seraient pas compétitifs dès qu'il s'agit de biens matériels. Un argument que je considère faux : même s'il n'est pas possible de concurrencer l'exploitation des faibles salaires du sud du globe, cela ne signifie pas qu'une telle production matérielle coopérative n'est pas possible en soi. En fait, les approches plus récentes des économies alternatives correspondent, dans le monde réel, aux mêmes principes que la production de logiciels libres. C'est ce que j'ai essayé de mettre en évidence dans mon livre *Halbinseln gegen den Strom. Anders leben und wirtschaften (Des presque îles à contre-courant. Vivre et produire autrement)* (2009), qui porte sur des initiatives économiques alternatives dans l'espace germanophone.

Un autre argument récurrent contre toute forme d'économie fondée sur la solidarité est que l'humain échouerait à la mettre en œuvre, du fait qu'il serait naturellement égoïste et matérialiste. C'est d'ailleurs sur cette idée qu'est fondée *La tragédie des biens communs (The Tragedy of the Commons)*, enseignée par les sciences économiques, selon laquelle un terrain communal serait nécessairement surexploité et donc détruit. Ainsi, Elinor Ostrom a dû attendre 2009 pour obtenir le prix Nobel d'économie, pour avoir pris en considération le fait que les hommes peuvent communiquer les uns avec les autres et donc aussi coopérer.

En outre, les plus récentes connaissances de la biologie montrent que nous ne pouvons nous construire en tant qu'humains sans être influencés ou façonnés par l'environnement. Hardt et Negri attirent d'ailleurs l'attention sur des recherches d'après lesquelles même la structure osseuse humaine dépendrait de certaines impulsions et se façonnerait en conséquence différemment ; la même chose vaudrait pour les gènes et le cerveau. "*We are amply shaped by society*" ("*Nous sommes amplement façonnés par la société*") dit Robert Maurice Sapolsky, professeur de neurologie à l'université de Stanford. Les sociétés individualistes ou collectivistes produiraient des gens très différents, avec des manières de penser tout à fait différentes.

De telles recherches, c'est à dire les recherches sur l'interdépendance de la nature humaine avec le monde extérieur, attirent l'attention sur le commun, affirment à ce propos Hardt et Negri.

Réciproquement, Sapolsky nous met en garde : dans un monde où l'unique but est l'ascension sociale, dans lequel nous nous définissons comme des couches sociales différentes, nous aurions moins de gens égaux avec lesquels nous pourrions lier des relations égales. Cela conduirait à moins d'altruisme.

L'expression anglaise pour "hommes égaux", que Sapolsky utilise, est "peers" (pairs). Yochai Benkler, professeur à Harvard, appelle *production entre pairs fondée sur les communs (Commons-based peer production)* la façon de produire des logiciels libres, car la théorie économique fondée sur l'*homo oeconomicus* n'est pas capable d'expliquer la production volontaire entre égaux. Le peer ou peer-to-peer (pair à pair) signifie des relations entre pairs. *Peerproduction* définit une activité commune, sans qu'il y ait une organisation hiérarchique ou que les rapports d'argent jouent un rôle.

Les producteurs-pairs font quelque chose d'utile par plaisir, passion ou en raison du désir de faire quelque chose d'utile et pour restituer quelque chose à la communauté (Cf. Himanen, 2001).

La notion d'Ecommony

Comme les exemples d'alternatives économiques que je décris sont tirés de différentes parties de l'économie, je voudrais préciser que la notion d'*Ecommony* désigne un mode économique solidaire et écologique qui repose sur le principe du commun, et dont les principes sont applicables à l'ensemble de la société. Cela signifie concrètement, que la production doit se déployer de manière continuellement nouvelle. Voici quelles en sont les principales idées directrices.

L'usage plutôt que la propriété. Ce qui compte dans les communs, ce n'est pas la propriété abstraite, mais ce dont on a besoin et ce qui sert réellement. Avec d'autres mots : qui vit dans un appartement, le possède aussi. Cela était valable à Cuba jusqu'à l'année dernière. On trouve en Allemagne et en Autriche, en guise de début d'alternative vécue, des lieux ouverts qui n'empêchent personne de venir s'y installer.

L'accès libre est particulièrement approprié pour les biens publics purs, donc non-rivaux, comme les digues et phares ou émetteurs de radio et de télévision ; mais aussi pour les soi-disant biens publics impurs, pour lesquels le principe d'exclusion ne s'applique pas, mais pour lesquels une rivalité demeure en terme de consommation : les rues et les chemins, l'alimentation, l'évacuation des eaux, les moyens de transport et les infrastructures. Si ces biens soit disant rivaux étaient accessibles sans limites en tant que "communs", on assisterait probablement à une augmentation de leur utilisation du fait de leur gratuité (par exemple, on rendrait peut-être plus souvent visite aux parents âgés),

mais il serait faux de penser que les chemins, trains ou égouts seraient alors bouchés en permanence : les besoins ne sont pas infinis.

Ce principe peut se référer aussi aux objets. Par exemple pour les livres : il y a déjà dans beaucoup de villes des bibliothèques publiques, tantôt en bois, tantôt sous forme de cabines téléphoniques transformées, dans lesquelles des livres posés peuvent être empruntés et déposés. Ce principe existe aussi pour les outils, comme à Berkeley en Californie où il est possible d'en emprunter comme dans une bibliothèque. D'autres projets alternatifs existent comme des ateliers complètement ouverts : pour le travail du bois ou du métal, comme atelier de vélo ou de couture.

Récemment, des "boîtes de gratuité" (Giveboxen) posées dans les rues, contenant des vêtements et toutes sortes d'objets, ont connu un essor : ces armoires accessibles fonctionnent très bien, tout comme les prêts de 60 magasins de gratuité en Allemagne, ou encore comme des lieux, en Autriche, où les objets sortent du régime de la propriété privée et sont donnés simplement pour pouvoir être utilisés par d'autres. Il n'est donc pas étonnant que certaines personnes aient du mal à y croire : "*J'ai trouvé ici un vélo non sécurisé. Est-il vraiment gratuit ?*", pouvait-on lire récemment sur un papier collé au mur d'une "boîte de gratuité" berlinoise, avec un numéro de téléphone, au cas où.

Ici s'effectue la transition avec le deuxième principe : *Partage tout ce que tu peux.*

En plus des objets, il peut s'agir aussi de facultés (par exemple des initiatives mettant en œuvre le *skill sharing*, qui signifie partager ensemble la formation et le savoir), de encore de toutes prestations de service ou d'activité productive.

Ceci est notamment pratiqué au sein des *Systèmes d'Echanges Locaux (SEL)*, des zones d'échanges sans enregistrement des transactions effectuées :

"Pour cela, tu dois d'abord faire tomber les frontières dans ta tête" se souvient Marie, lors de ses débuts chez *Gib&Nimm* à Wuppertal. On échange le repassage contre la rénovation d'appartements, la réparation de postes de télévision contre la fabrication des gâteaux et l'alimentation d'un enfant pendant une semaine, etc. Personne n'a de vue d'ensemble parce qu'il n'y a pas de comptabilité.

C'est ici qu'apparaît le troisième principe : *Contribuer au lieu d'échanger*. Au lieu de devoir commercialiser ses capacités propres, il s'agit d'agir à partir d'un besoin. Les exemples concernent, mis à part les logiciels libres, la production non commerciale : une communauté agricole qui livre sa récolte sans argent ni logique d'échange ; un groupe de cuisson qui transmet de cette même manière les céréales transformées ; une guérisseuse qui construit avec d'autres, en commun, une pratique de guérison naturelle et qui justifie cela non pas par l'altruisme, mais par la représentation de son activité : "*J'exerce mon métier sans pression financière, mais de la manière que je trouve la plus juste. Au lieu de devoir toujours m'exposer, je me consacre volontiers au travail à proprement parler.*"

Ces principes peuvent s'étendre à toutes les activités – productives comme reproductives, seulement si on supprime le dilemme "privatiser l'activité ou bien l'exposer à la pression de la rationalisation et à l'aliénation". La question est alors de savoir pour quelle raison devrait-on appliquer une logique (marchande) à la production, quand cette logique permet au final l'appropriation privée et l'exploitation ? Indépendamment des divergences sur la conception de l'humain, la "tragédie du terrain communal" se produit seulement quand une économie privée existe et qu'elle permet de transformer les ressources appropriées (au-delà de ses propres besoins) en argent afin de les accumuler sous cette forme.

Sans cette possibilité, personne n'a intérêt à surexploiter le terrain communal en y menant paître des troupeaux de moutons ou de vaches.

Au niveau de la société dans son ensemble, un accès le plus ouvert possible aux ressources s'accompagnerait d'une plus grande motivation intrinsèque, auto-déterminée par les activités engagées. Les exemples vécus montrent que cela fonctionne même aujourd'hui de différentes manières, à condition qu'il y ait accès ouvert, au-delà de groupes fermés avec des participants choisis en conscience. Cependant Hardt et Negri ont tout à fait raison d'affirmer que la révolution est aussi un lent processus de transformation qui se soucie d'une nouvelle humanité. Ils attirent l'attention sur le fait qu'il existe de fortes intrications entre nous, le capital, le patriarcat et la suprématie blanche ; que nous sommes tous empêtrés dans des identités, des hiérarchies et la corruption des formes de pouvoir actuelles (plus de détails : cf. Habermann, 2008). En effet, en tant qu'humains, nous ne possédons pas les facultés innées d'agir en responsabilité propre, de résoudre les conflits et de conclure d'heureuses relations, c'est en nous tous que se trouve ce potentiel.

Hardt et Negri ne parlent pas uniquement d'une économie, mais aussi d'une "écologie du commun" qui serait une écologie au centre de laquelle se trouveraient au même titre nature et société, dans une interdépendance dynamique, ainsi que le souci et le changement mutuel.

Ceci vaut aussi pour les relations entre les hommes : une *Eccomony* est fondée sur une *collectivité structurelle*. Cela ne signifie pas que nous devrions tous nous aimer, tout comme il n'y a pas plus de raison de tous nous haïr dans le système capitaliste reposant sur le principe de concurrence. Cependant, tandis que dans ce dernier nous nous haïssons parfois (où nous réjouissons d'avoir de meilleures notes ou

plus d'argent que l'autre, etc.), jusqu'à éventuellement être complètement indifférents aux autres (sinon comment expliquer tous les morts de faim quotidiens ?), une *collectivité structurelle* signifie que chacun bénéficie de l'activité des autres, au lieu d'être marginalisé, structurellement, par leurs réussites. Pourquoi donc l'aspiration aux *biens positionnels* est-elle si forte ? Pourquoi 60% des habitants des États-Unis indiquent-ils comme fondamental pour leur satisfaction de gagner significativement plus que la moyenne ? Non pas parce qu'ils s'en réjouissent, mais parce qu'ils y recherchent de la reconnaissance.

Hardt et Negri écrivent : "*la joie est en vérité le résultat de rencontres joyeuses avec d'autres*" ; mais ils vont plus loin : "*de rencontres qui élèvent nos capacités*". Institutionnaliser cela comme production, reproduction et consommation, en bref, comme *Ecomony*, serait le meilleur des antidépresseurs.

Friederike Habermann



NdlR : Texte traduit de l'allemand par *Alexandre Pessar*, revu et corrigé par *La rédaction*.

Éléments de bibliographie

Bartolini Stefano. *Manifesto for Happiness. Shifting Society from Money to Well-Being*. 2010, <http://www.econpol.unisi.it/bartolini/papers/MANIFESTO.pdf>

Habermann Friederike, *Halbinseln gegen den Strom. Anders leben und wirtschaften im Alltag*. Stiftung Fraueninitiative, Königstein, 2009.

Habermann Friederike, *Der homo oeconomicus und das Andere. Hegemonie, Emanzipation und Identität*. Baden-Baden, 2008

Hardt Michael, Negri Antonio. *Common Wealth. Das Ende des Eigentums*. Frankfurt/ New York, 2010.

Himanen Pekka. *Die Hacker-Ethik und der Geist des Informations-Zeitalters*. München, 2001.

Rifkin Jeremy. *Access. Das Verschwinden des Eigentums*. Frankfurt/M, 2000.

